



ARRETE N° 2026-225

VILLE DE MONTIVILLIERS
PERSONNEL MUNICIPAL
Arrêté de délégation de signatures

Monsieur Aurélien BATEUX
Attaché

Monsieur le Maire de la Ville de Montivilliers, Jérôme DUBOST,

Vu le Code Général des Collectivité Territoriales, notamment ses articles L2122-19, L2122-20, R2122-8 et R2122-10

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le Code de la commande publique,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 20 mars 2026, relative à l'élection du Maire de Montivilliers,

Vu l'arrêté portant délégation de fonctions et de signature du maire aux adjoints et aux conseillers municipaux de la ville de Montivilliers,

Vu l'arrêté donnant délégation de signature du maire à Madame Hélène DUVAL, Directrice générale des services de la ville de Montivilliers,

Vu l'arrêté nommant Monsieur Aurélien BATEUX pour assurer les fonctions de Responsable du service « Finances » de la ville de Montivilliers,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à **Monsieur Aurélien BATEUX**, Attaché territorial contractuel, Responsable du service « Finances », pour signer les bons de commande pour un montant unitaire inférieur à 1000 euros et les factures attestant du service fait rattachés au code gestionnaire 112FI regroupant, notamment, dans le domaine d'activité suivant :

Sous fonctions :

- 01 – Opérations non ventilables
- 020 – Administration générale de la collectivité
- 0201 – Services administratifs
- 311 - Activités artistiques, actions et manifestations culturelles
- 312 - Patrimoine
- 314 - Musées
- 338 - Autres activités pour les jeunes
- 518 - Autres actions d'aménagement urbain
- 845 - Voirie communale

Et toutes sous fonctions nécessaires aux opérations de suivi budgétaire.

Article 2 : Le présent arrêté de délégation de signature, abroge le précédent arrêté et prendra effet dès sa transmission au contrôle de légalité,

Article 3 : Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R.421-5 du code de la justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr

Article 4 : La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Publié et notifié à l'intéressé,
- Transmis au Contrôle de légalité,
- Transmis au Comptable public.

Fait à Montivilliers, le 23 mars 2026

Le Maire,
Jérôme DUBOST



Notifié le 30/04/2026
Signature de l'agent

